

Syndicat « Autolib' »



DELIBERATION 2009 024 – Approbation du principe de lancement délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants et L. 1411-1 et suivants ;
Vu l'avis émis le 5 décembre 2009 par la "Commission Consultative des Services Publics Locaux", en application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le rapport de présentation établi au titre de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article premier : Le principe de la délégation du service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques pour une durée d'environ 10 à 12 ans est approuvé.

Article second : Mme la Présidente du Comité Syndical est autorisée à lancer la consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation.

La Présidente du Comité syndical

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a trailing line.

Approuvé le 10/12/09

• 23 membres présents ou représentés sur 30 en exercice
• unanimité

artifié exact, le Directeur

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold, stylized 'D' followed by a horizontal line.

AVIS

de la commission prévue à l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Séance du 4 décembre 2009

Objet : Délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Annexe : Rapport de présentation du projet de délégation

la commission émet un avis:

Favorable ☒ Défavorable ☐

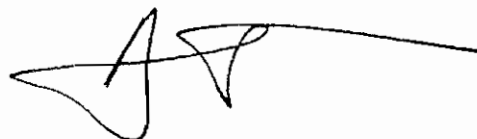
Sur le projet de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, dont les principales caractéristiques sont exposées dans le rapport joint en annexe, la commission émet les observations suivantes :

Sans observation

Pour la Commission

Annick LEPETIT

Présidente de la Commission Consultative des Services Publics locaux



Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 024 – Approbation du principe de lancement délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants et L. 1411-1 et suivants ;

Vu l'avis émis le 5 décembre 2009 par la "Commission Consultative des Services Publics Locaux", en application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport de présentation établi au titre de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article premier : Le principe de la délégation du service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques pour une durée d'environ 10 à 12 ans est approuvé.

Article second : Mme la Présidente du Comité Syndical est autorisée à lancer la consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation.

La Présidente du Comité syndical

Rapport au Comité syndical

En application de l'article L. 1411 – 4 du
Code Général des Collectivités Territoriales

Avis préalable à l'approbation du principe d'une délégation de
service public

Séance du 4 décembre 2009

Objet : Délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

I Missions et obligations

1. Objet

Généralités

Le syndicat mixte « Automobiles en libre-service » propose aux habitants des communes adhérentes du cœur de l'agglomération francilienne, en partenariat avec la Région Ile-de-France, un nouveau service à la mobilité ci-après dénommé ALS, constitué par la mise à disposition à la population de véhicules « propres » en libre-service. En s'inscrivant dans la continuité de l'utilisation des modes de transports alternatifs à la possession d'un véhicule individuel que sont les transports collectifs, les modes doux, les taxis ou encore le dispositif Vélib' pour les communes concernées, ALS va contribuer à compléter le bouquet de transports et à améliorer la mobilité des franciliens. En promouvant et en mettant en œuvre un projet de développement durable, ALS s'inscrit en outre pleinement dans les objectifs fixés par la loi Grenelle I.

La délégation de service public intègre également la réalisation et l'exploitation d'une infrastructure de recharge des véhicules électriques privatifs (deux-roues et voitures).

Le délégataire sera également chargé de mettre en place une plateforme informatique permettant de resituer ALS dans l'environnement des offres de transport existantes dans le but de conforter l'intérêt commercial du service, tout en contribuant à la satisfaction des objectifs du projet : favoriser les transports collectifs et les modes de transport non polluants, quels qu'ils soient, par rapport à l'utilisation d'un véhicule privatif polluant et élargir l'offre de mobilité des franciliens.

Caractéristiques du service

ALS est un service de location horaire de véhicules électriques. Disponible 24h/24, 7j/7, ALS est accessible en libre-service et propose des locations en trace directe, c'est-à-dire que le véhicule n'est pas nécessairement déposé dans la station dans laquelle il a été emprunté. Le syndicat mixte souhaite que ce service soit accessible au plus grand nombre, grâce notamment à une tarification adaptée.

L'objectif du syndicat mixte est de proposer dans un premier temps environ 3 000 voitures réparties dans environ 1 000 stations.

Périmètre

La délégation de service public porte dans un premier temps sur le périmètre des communes adhérentes au syndicat mixte, et pourra évoluer au gré des adhésions de nouveaux membres au syndicat mixte, sans toutefois pouvoir dépasser les limites de l'Ile-de-France. A la date du lancement de la consultation, 28 communes adhèrent au syndicat, soit directement, soit par le biais de groupements de communes auxquels elles sont rattachées.

Cible

L'offre s'adresse d'une part aux ménages motorisés qui peuvent trouver avec ALS l'occasion de renoncer à la possession d'un véhicule personnel, et permet d'autre part aux ménages non - motorisés d'accéder lorsqu'ils en ont vraiment besoin à un véhicule sans avoir à s'en équiper.

Le système ALS va permettre une meilleure utilisation de l'espace urbain, une réduction des nuisances sonores et des émissions de gaz polluants de proximité et de gaz à effet de serre, tout en élargissant l'offre des services à la mobilité.

Structure porteuse du projet

Les communes souhaitant participer au projet ont mis en place un syndicat mixte dénommé « Syndicat Mixte ALS » qui est chargé de conclure avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs privé un contrat global de délégation de service public.

Durée de la délégation de service public

La durée de la délégation de service public est estimée entre 120 et 144 mois à compter de la notification de cette dernière.

2. Missions du délégataire

Le délégataire sera chargé de l'ensemble des missions inhérentes à la mise en place, la gestion et l'entretien du service, c'est à dire :

- création et mise en service des infrastructures nécessaires,
- exploitation du service,
- conception et exploitation du système de gestion,
- gestion des relations clients, y compris pour ce qui concerne la collecte des recettes liées à l'utilisation du service (abonnements et consommations),
- entretien, maintenance et renouvellement des éléments constitutifs du dispositif (automobiles, stations, bornes de recharge, logiciels, ...)
- création et gestion d'une plateforme informatique multimodale, permettant de resituer ALS parmi les offres de transport existantes

3. Obligations particulières à la charge du délégataire

Continuité du service public

Le délégataire respectera le principe de continuité quant aux périodes et aux heures d'ouverture du service (24h/24, 7j/7).

Objectif maximal de fréquentation

Le délégataire devra œuvrer à optimiser l'utilisation du service qui lui est confié en privilégiant l'accès au public le plus large possible.

Egalité des usagers devant le service public

Dès lors qu'ils sont placés dans une situation de droit ou de fait identique, les usagers seront traités par le délégataire de la même manière. Des différences de traitement seront possibles lorsqu'elles seront justifiées par la réglementation en vigueur, par des différences de situation objectives ou des motifs d'intérêt général en rapport avec l'objet du service.

Adaptation et qualité

Le délégataire devra faire évoluer le service sous réserve de toujours respecter les principes édictés ci-dessus. Ces évolutions auront pour objectif de faire bénéficier aux usagers des innovations technologiques et techniques permettant une meilleure qualité du service rendu.

Neutralité

Le délégataire respectera une stricte neutralité dans l'exercice de ses missions. Ses personnels ne pourront notamment exprimer aucune opinion politique, religieuse ou philosophique en présence des usagers.

II Choix du mode de gestion

Le syndicat mixte a étudié les différents modes de gestion envisageables pour la gestion du service ALS qui sont passés ci-après en revue :

Gestion en régie

La gestion en régie permet d'assurer un contrôle total de l'activité. Mais, elle nécessite la gestion directe de tous les aspects du projet et notamment des personnels, ce qui rend la gestion 24h/24 7j/7 très complexe dans le cadre de la fonction publique, et des budgets importants, la charge de l'investissement et de l'exploitation reposant directement sur les comptes du syndicat. En outre, la totalité des risques pèsent sur la partie publique. Enfin, le degré d'innovation présent dans ce projet est difficilement compatible avec un développement en interne sans le recours à l'expertise de la partie privée.

Marché public

Le marché public permet de s'affranchir d'une partie des contraintes d'exploitation directe du service en confiant ce rôle à une entreprise privée. Mais il ne règle pas complètement la question du partage du risque, notamment sur les questions commerciales en limitant la prise de risque de la partie privée à un intéressement à la réussite de l'activité. Les crédits correspondants à la réalisation des missions doivent également être directement prélevés sur les budgets du syndicat.

Délégation de service public

La délégation de service public est l'outil le plus adapté au partage des risques entre l'opérateur ALS et les collectivités membres du syndicat mixte pour la mise en place d'un système de transport à forte composante d'innovation.

La partie privée apporte son savoir-faire technologique, ses compétences en matière de gestion de la clientèle et se rémunère sur les recettes commerciales ; la partie publique met à disposition de l'opérateur les places de stationnement sur voirie (contre versement d'une redevance forfaitaire) et apporte le cas échéant une subvention publique d'investissement destinée à diminuer le coût d'entrée dans le projet pour l'opérateur et à lui garantir un équilibre global du contrat sur sa durée. La partie publique ne supporte pas, à l'exception du versement de cette subvention, le coût financier de l'opération.

Trois types de délégation de service public sont envisageables : la concession, l'affermage ou la régie intéressée. Compte tenu des investissements qui doivent être réalisés (construction des stations, achats des véhicules, développements informatiques, etc) l'affermage n'est pas une bonne solution,

car le syndicat devrait assumer la charge de l'investissement par le biais par exemple d'un marché public. Une telle dissociation ne paraît pas non plus de nature à optimiser les chances de réussite de cette opération, complexe par sa nature innovante.

La régie intéressée ne permet qu'un partage partiel des risques entre la partie publique et la partie privée, et une part des investissements doit être protégée par la partie publique.

Le contrat le plus adapté est donc la concession qui permet le meilleur partage des risques et une intégration complète de la conception, de la réalisation et de l'exploitation par la partie privée.

Le syndicat mixte sera l'interlocuteur du délégataire depuis le lancement de la procédure d'appel à candidature et à projet, en passant par la mise en place du service et jusqu'à la fin du contrat de la délégation de service public. Il rapportera les décisions prises par la majorité de ses membres. Il aura notamment un rôle de coordination et d'interface entre le délégataire et les communes pour l'implantation des stations sur leur territoire.

III Régime du personnel

Le personnel nécessaire à l'exploitation du service sera recruté, rétribué et dirigé par le délégataire, conformément à la législation du droit du travail en vigueur.

Le délégataire prendra l'engagement de respecter et de faire respecter toutes les contraintes légales, réglementaires et conventionnelles, en particulier, dans le domaine de la réglementation du travail (travail illégal), de la protection sociale, de l'hygiène et de la sécurité.

Il s'engagera à ce que le personnel remplisse toutes les conditions de qualifications et de compétences requises.

Il s'engagera également à fournir un plan de formation à destination de ses personnels. Il devra favoriser la fidélisation et la stabilité dans leurs fonctions des salariés rattachés au service Autolib'.

Lors du recrutement de ses personnels, le délégataire devra fournir un effort particulier en matière d'insertion sociale de personnels en situation de handicap ou de précarité.

IV Conditions financières d'exploitation

1. Généralités

Mis à part le versement éventuel d'une subvention pour compensation d'obligations de service public, le délégataire sera uniquement rémunéré grâce aux recettes liées à l'exploitation du service. Ces recettes proviennent :

- de la vente d'abonnements aux usagers
- des recettes liées aux locations de véhicules
- de la vente de données relatives au service

- des droits d'usage perçus sur la mise à disposition de bornes de recharge électrique accessibles au grand public
- des recettes liées à la mise à disposition de l'infrastructure à des opérateurs tiers
- des recettes liées au portail de la mobilité multimodale
- de recettes accessoires

2. Tarifs du service

En matière de tarification, les objectifs poursuivis par le syndicat mixte sont :

- que les usagers utilisent le service pour des déplacements courts et occasionnels ;
- que la rotation des véhicules soit élevée ;
- que le service soit accessible au plus grand nombre.

De façon générale, les usagers pourront accéder au service soit grâce à des forfaits, soit grâce à des offres d'abonnement. Dans ce dernier cas, les tarifs seront décomposés en deux postes : abonnement et consommations.

Forfaits

Les candidats peuvent proposer des « forfaits » éventuellement prépayés, sans abonnement pour des utilisateurs épisodique ou ponctuels ou pour des utilisateurs souhaitant découvrir le dispositif sans s'engager. Dans cette éventualité, le prix du forfait tiendra compte du nombre d'heures d'utilisation possible et d'une équivalence d'abonnement éventuellement majorée pour tenir compte de la volatilité de l'usage.

Abonnements

Le syndicat mixte retient une valeur guide d'abonnement de 15 € +/- 34 % par mois. Des formules d'abonnement mensuelles, trimestrielles, semestrielles ou annuelles peuvent être proposées par les candidats.

Les candidats sont incités à établir un dispositif de tarification au prorata temporis sur la base de la durée de consommation réelle arrondie à la minute supérieure sauf pour les vingt premières minutes de location qui seront indivisibles. Le syndicat mixte propose une valeur guide 5 € +/- 34 % pour la première demi-heure.

Produits spécifiques

Des produits spécifiques peuvent être proposés pour les entreprises et administrations, les familles, les étudiants notamment en ce qui concerne les abonnements groupés permettant un usage par plusieurs utilisateurs.

Pour améliorer la régulation du système, il est envisageable d'offrir des bonus aux utilisateurs qui empruntent des véhicules dans des stations saturées ou qui déposent des véhicules dans des stations vides. Les candidats pourront donc proposer de moduler à la baisse la tarification ou d'offrir des minutes gratuites d'utilisation en fonction du lieu de prise et/ou de dépose du véhicule.

Il est également envisageable que la tarification soit modulée selon la demande et/ou l'heure de la journée.

Toutefois, le syndicat mixte préconise de ne pas mettre en œuvre ces dispositions dès l'ouverture du service au public pour assurer la plus grande lisibilité possible de la tarification. En revanche, cette possibilité pourrait être ouverte après quelques mois d'exploitation avec le double objectif d'améliorer la régulation et de faire vivre l'offre commerciale du service.

En tout état de cause, les principes et montants de tarification seront soumis à l'approbation du syndicat mixte avant leur mise en œuvre.

3. Coûts estimatifs

Il y a lieu de distinguer deux éléments :

- les coûts d'investissement : ils sont principalement liés à la construction de l'infrastructure de recharge des véhicules et à l'achat des stations ainsi qu'à la réalisation des développements informatiques nécessaires au fonctionnement du système. Les coûts d'investissements sont estimés à environ 200 M€
- les coûts de fonctionnement : ils sont constitués des dépenses d'entretien, de maintenance, d'exploitation, et des charges liées au renouvellement du matériel, à la gestion commerciale, etc ... Ils sont estimés à environ 80 M€ par an

Les recettes commerciales tirées de la délégation de service public sont estimées à environ 95 M€ par an.

4. Financement

Versement éventuel d'une subvention pour compensation d'obligations de service public

a) Généralités

Le syndicat mixte impose au travers de ce contrat des obligations de service public qui portent notamment sur le choix de la motorisation électrique des véhicules pour des questions liées à la santé publique et à la protection de l'environnement.

Le choix d'un véhicule électrique génère pour l'opérateur un surcoût lors de l'acquisition des véhicules, ainsi que l'obligation de construire des stations de rechargement qui ne seraient pas nécessaires avec des véhicules thermiques. Les obligations de service public à la charge du délégataire résultent également i) de l'obligation de déployer l'infrastructure dans toutes les zones prévues par le contrat, y compris donc des zones non rentables ii) de l'obligation d'une mise à disposition des véhicules en permanence, quelle que soit la rentabilité d'une telle mise à disposition, iii) de prévoir des tarifs abordables et qui ne sont donc pas calculés en fonction des coûts d'investissement et de fonctionnement et iv) de garantir l'utilisation partagée de l'infrastructure de telle sorte que d'autres opérateurs économiques pourront avoir accès à celle-ci et potentiellement lui faire concurrence.

S'il le besoin s'en faisait sentir pour parvenir à un équilibre économique du contrat, le syndicat mixte accepterait de compenser ces obligations de service public en versant une subvention d'investissement destinée à couvrir les surcoûts y afférant, à savoir :

- le coût de fourniture et d'implantation des stations de rechargement sur la voie publique et dans les parcs de stationnement sur les zones non rentables;
- une partie du coût de fourniture et d'implantation des stations de rechargement, calculée en fonction des coûts liés aux périodes de mise à disposition non rentables et des recettes escomptées

La détermination précise du montant de l'éventuelle subvention sera réalisée au regard des plans d'affaires proposés par les candidats et conformément à la jurisprudence communautaire qui impose que :

- premièrement, l'entreprise bénéficiaire a effectivement été chargée de l'exécution d'obligations de service public et ces obligations ont été clairement définies;
- deuxièmement, les paramètres sur la base desquels est calculée la compensation ont été préalablement établis de façon objective et transparente;
- troisièmement, la compensation ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable pour l'exécution de ces obligations;

b) Montant maximal de la subvention pour compensation d'obligations de service public versée par le syndicat mixte

Les candidats peuvent demander à bénéficier, au vu de leur bilan financier prévisionnel, d'une subvention pour compensation de service public. Ils doivent justifier leur demande tant en terme de montant qu'en terme de motivation. En tout état de cause, le montant maximal de la subvention qui pourra être consentie par le syndicat mixte pour le service ALS est de 50 000 € par station, étant entendu que la taille moyenne d'une station est de 6 places.

La mise à disposition et la gestion d'une infrastructure de recharge des véhicules électriques privés peut faire l'objet d'une subvention complémentaire s'il en résulte des obligations de service public particulières.

Recettes liées à la vente de données relatives au service

Le syndicat mixte autorisera le délégataire à commercialiser certaines informations concernant la disponibilité des véhicules ou le remplissage et le positionnement des stations à des tiers.

Les organismes tiers souhaitant disposer des données sont traités de façon équitable, notamment en ce qui concerne la disponibilité, la qualité, le type de données et le prix de vente des données. Aucune exclusivité sur la fourniture de données ne peut être consentie à un tiers. L'accord du syndicat mixte sera nécessaire pour la conclusion de tout contrat de mise à disposition de ces données à des tiers.

Le délégataire sera responsable de la production de ces données et de leur mise à disposition en temps réel. Il sera également responsable de la collecte de la recette résultant de la vente d'informations.

Le délégataire pourra proposer des modalités de partage des recettes issues de la vente des données avec le syndicat mixte.

Droits d'usage perçus sur la mise à disposition de l'infrastructure et des bornes de recharge électrique accessibles au grand public

Le délégataire devra garantir l'utilisation partagée de l'infrastructure de recharge des véhicules électriques privatisée qui pourra donc être exploitée par des organismes tiers. Ces derniers pourront disposer des infrastructures de recharge non réservées à ALS, ainsi que de l'infrastructure elle-même pour établir leurs propres bornes de recharge, de façon équitable, notamment en ce qui concerne la disponibilité, la qualité et le prix d'accès aux infrastructures par rapport à l'usage qui en serait fait pour l'exploitation des véhicules Autolib'. Aucune exclusivité ne peut être consentie à un tiers ou au délégataire. L'accord du syndicat mixte sera nécessaire pour la conclusion de tout contrat de mise à disposition de ces infrastructures à des tiers.

Le délégataire sera responsable de la mise en place, de la gestion et de l'entretien de l'infrastructure de recharge de véhicules électriques et percevra une rémunération par les utilisateurs de ces bornes pour ces missions.

Recettes liées au portail de la mobilité multimodale

Le portail de la mobilité multimodale sera financé par les tiers adhérents à ce portail et par des recettes accessoires que le délégataire est en charge de rechercher.

Recettes accessoires

Le délégataire est incité à rechercher des recettes accessoires de nature à améliorer le bilan économique de la délégation, notamment en nouant des partenariats commerciaux avec d'autres opérateurs de transport.

5. Redevances

Redevance d'occupation du domaine public

Le délégataire est soumis au paiement d'une redevance d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de places de stationnement sur la voirie. Il verse au syndicat mixte une redevance de 750 € par an et par place située sur la voie publique.

Le syndicat mixte la redistribue ensuite aux communes ou groupements de communes adhérents, au prorata du nombre de places de stationnement sur leurs territoires respectifs.

Cette redevance est due à partir de la mise en service d'ALS, phase de test incluse.

Redevance pour frais de contrôle

Le délégataire est soumis au versement d'une redevance pour frais de contrôle de 300 000 € par an.

Redevance sur le chiffre d'affaire

Les candidats seront invités à présenter des modalités de partage de l'intéressement ainsi que le niveau de recettes à partir duquel ce partage sera effectif.

V Information et contrôle d'exploitation

1. Comptes de la délégation et rapport annuel

Le délégataire mettra en place un compte pour l'établissement délégué, retraçant toutes les opérations relatives à l'exécution de la délégation et uniquement ces opérations. Le compte de délégation ainsi qu'un rapport annuel d'activités seront transmis au Syndicat Mixte chaque année avant le 1^{er} juin, conformément aux exigences législatives.

2. Contrôle de l'exploitation, autorisation préalable, modification

Le syndicat mixte exercera l'ensemble des pouvoirs de contrôle, d'autorisation préalable et de modification normalement dévolus à la collectivité délégante.

Le syndicat mixte exercera un contrôle financier et de gestion externe, au moyen d'une analyse financière détaillée et sur la base des documents fournis par le délégataire. Elle pourra à tout moment faire usage des pouvoirs classiques d'audit sur pièce et sur place.

Le fonctionnement de l'établissement fera l'objet d'un contrôle régulier par le syndicat.

VI Responsabilité

A partir de la date d'entrée en vigueur de la future convention, le délégataire sera responsable du bon fonctionnement du dispositif dans le cadre des dispositions contractuelles.

Il fera son affaire de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité du syndicat mixte ne peut être recherchée à ce titre. Le délégataire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tout accident dégât et dommage divers résultant de son exploitation. Il appartiendra au délégataire de rechercher auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance la couverture des différents risques normaux de ce type d'exploitation.

Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 024 – Approbation du principe de lancement d'une délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Le Syndicat Mixte Autolib' a été créé pour mettre en œuvre un projet d'automobiles en libre-service à l'échelle de la zone dense du cœur de l'agglomération francilienne.

Le contrat le plus pertinent pour mettre en œuvre ce projet est la délégation de service public. Le rapport de présentation annexé rappelle les éléments de choix de ce type de contrat et les principales caractéristiques de la délégation de service public.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente du Comité syndical